

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EOLE SUD MARNE

19 avenue Charles de Gaulle
BP 53
08300 Rethel

Références : D2 e 2023-374
Code AIOT : 0005704598

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement EOLE SUD MARNE implanté EOLE SUD MARNE (ex AILENERGIE) 51230 Gourgançon. L'inspection a été annoncée le 28/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le parc objet de la visite a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 14/04/2015. La mise en service industriel date du 1er janvier 2023. La visite a pour but de s'assurer que les contrôles avant mise en service des dispositions constructives sont bien conformes à l'arrêté ministériel et que les suivis environnementaux prescrits dans l'arrêté d'autorisation sont en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE SUD MARNE (ex AILENERGIE) 51230 Gourgançon
- Code AIOT : 0005704598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 30 aérogénérateurs et 6 postes de livraison ;
Son autorisation date du 14 avril 2015 ;
Sa mise en service industriel date du 1er janvier 2023.
La hauteur en bout de pale des aérogénérateurs s'élève à 200 m.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
11	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	/	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	/	Sans objet
13	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 7	/	Sans objet
14	Découverte de cadavre	Autre du 10/08/2016, article L.411-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non conformité durant la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Intégrité technique des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant leur mise en service industrielle.
Constats : L'exploitant présente le document de conformité en date du 30 mars 2023. Ce document a été délivré au regard des attestations de conformité de chaque turbine. Durant la visite ce sont les attestations pour les aérogénérateurs S6 du 19/10/2022, S5 du 26/10/2022 et S2 du 14/10/2022 qui ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions anti-foudre
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
Constats : La mise à la terre de chaque PDL a été vérifiée par SOCOTEC le 6 juin 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques électriques
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
Constats : C'est SOCOTEC durant la même période de vérification qui atteste de la conformité de l'installation pour la prévention des risques électriques. Ce rapport date du 14/09/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Mis en place du suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Un suivi environnemental a été commandé auprès du bureau d'études TAUW pour le suivi mortalité avifaune et chiroptères + écoutes en nacelle + suivis des nicheurs, des oiseaux migrateurs et suivi de la présence des Vanneaux huppés. Le compte-rendu de ces suivis est prévu pour avril 2024
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le respect de cette prescription a été vérifié en allant visiter le PDL 3 et les aérogénérateurs S18 et S15.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs et
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Chaque mât est identifié par son numéro de série. C'est ce même numéro qui est déclaré sur AREOL ; Pour chaque mat vérifié, il a été constaté la présence de panneaux avec les consignes conformes à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : La propreté et l'absence de matières inflammables dans les mats et les PDL visités ont été vérifiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité en cas d'urgence
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : Rapports de commissioning VESTAS en date du 19 août 2022 qui attestent que les tests d'arrêt d'urgence ont été réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides de fixation
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Le premier contrôle des brides de mât et fixations a été réalisé le 03/04/2023 pour S15
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue du registre des opérations de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le manuel d'entretien est suivi et contrôlé par Energie Team
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Étude acoustique post-implantation
Prescription contrôlée : Lorsque des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions, elles sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.
Constats : La campagne acoustique devrait débuter normalement en juillet 2023. Elle a déjà été contractualisée avec le bureau d'études Venathec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Validité de l'acte de cautionnement
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'acte de cautionnement assurant la garantie financière du parc EOLE SUD MARNE est valable du 1er janvier 2023 jusqu'au 1er janvier 2028
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du cahier des charges de la commande du suivi environnemental
Prescription contrôlée : Compte-tenu des éléments identifiés dans l'étude d'impact, le suivi environnemental imposé par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 comporte également : - un suivi des nicheurs axé sur la reproduction des Busards, de la Caille des blés et du Bruant proyer. Il doit permettre une quantification des couples dans le périmètre d'implantation. La présence des autres nicheurs des cultures (Oedicnème criard, Perdrix grise...) sera également évaluée ; - un suivi de la migration, avec une attention portée sur l'axe printanier identifié dans l'étude d'impact. Sur cet axe, les trajectoires d'oiseaux sortant et leurs comportements aux abords des éoliennes devront être décrits ; - un suivi de la présence de Vanneaux huppés en automne.
Constats : La conformité du contenu du cahier des charges de la commande du suivi environnemental a été constatée le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Découverte de cadavre

Référence réglementaire : Autre du 10/08/2016, article L.411-1
Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience sur la mortalité du site
Prescription contrôlée : sont interdits : 1° /.../ la capture ou l'enlèvement, /.../ d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure qui précise les démarches à suivre lorsqu'un cadavre d'une espèce protégée est découvert. Elle précise également que l'exploitant doit informer la DREAL dans les meilleurs délais en cas de découverte d'un cadavre d'une espèce menacée (ou mortalité massive). A ce jour le registre pour le parc Sud-Marne est vide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet